



Commission canadienne
du tourisme

Canadian Tourism
Commission

DEMANDE DE PROPOSITIONS AVEC NÉGOCIATIONS — ADDENDA N° 1

DDPN DC-JW-04 – Services de veille médias et de mesure pour le Royaume-Uni

Date et heure limites :

Le 31 juillet 2018
à 14 h
(heure du Pacifique)

Date de
publication : Le 18 juillet 2018

Expéditeur : Service d'approvisionnement de la CCT

Destinataires : Tous les fournisseurs

Courriel : procurement@destinationcanada.com

Voici les réponses aux questions qui nous ont été posées en date du 9 juillet 2018 relativement à la DDPN indiquée ci-dessus.

- Q1. Dans le cadre de la veille des médias sociaux, la DDPN mentionne 100 canaux. Veuillez préciser ce que DC définit comme étant des canaux de médias sociaux. La définition comprend-elle les sites de blogue?

Réponse : L'entrepreneur doit effectuer une veille médias qui peut comprendre jusqu'à 100 médias sociaux dans les trois (3) réseaux suivants : Facebook, Twitter et Instagram. Le contenu mérité publié dans des blogues est considéré au même titre qu'un article numérique et mesuré dans le cadre de la portée numérique. Si un blogue au contenu mérité fait l'objet d'amplification supplémentaire dans des médias sociaux, on mesurera sa portée avec celle des médias sociaux.

- Q2. En ce qui a trait à la communication des données de mesure, la DDPN exige une analyse du ton ou de l'impression générale de tous les éléments de couverture médiatique. Les sites comme Twitter, Instagram et Pinterest, qui ont une production phénoménale, mais limitent le nombre de caractères, doivent-ils être inclus dans cette analyse?

Réponse : Oui. Lorsque du contenu mérité est partagé dans les réseaux sociaux, l'entrepreneur doit en analyser le ton ou l'impression générale. Veuillez prendre note que DC n'effectue pas de veille de Pinterest et ne demande pas à l'entrepreneur de surveiller ce canal.

- Q3. Selon la DDPN « DC ne possède qu'un budget limité ». Veuillez préciser le budget alloué aux services de veille médias et de mesure pour le Royaume-Uni.

Réponse : Cette affirmation signifie qu'à titre de société d'État, nous sommes financés par l'argent des contribuables, ce qui explique nos limites budgétaires.

- Q4. Nous utilisons un intermédiaire pour fournir des coupures de presse de contenu rédactionnel imprimé; il y aura donc deux parties contractantes. DC peut-elle signer deux contrats distincts?

Réponse : DC admet que les soumissionnaires peuvent confier certaines parties des travaux à des sous-traitants. Il incombe cependant au soumissionnaire de conclure un contrat directement avec le tiers à qui il confie les services. DC ne signera aucun contrat distinct avec un tiers.

Veuillez cependant noter que nous ne demandons pas de coupures de presse imprimées. Des copies numériques de la couverture de presse suffisent, en plus des ICR connexes, définis à l'annexe 6 de la DDPN, Lignes directrices sur la communication des données de mesure.

- Q5. Veuillez expliquer davantage quels sont les mots-clés à surveiller dans les coupures de presse imprimées. Est-il possible de nous fournir une liste des mots-clés à surveiller?
- Réponse : DC ne fournira aucune liste de mots-clés à cette étape-ci, étant donné que ces mots-clés pourraient ne plus être pertinents au moment de l'attribution du contrat. Veuillez cependant noter que nous ne demandons pas de coupures de presse imprimées. Des copies numériques de la couverture de presse suffisent, en plus des ICR connexes, définis dans la DDPN.
- Q6. Est-ce que les entreprises de l'extérieur du Canada, par exemple de l'Inde ou des États-Unis, peuvent soumettre une proposition?
- Réponse : La DDPN s'adresse à tous les soumissionnaires qui répondent aux critères impératifs énoncés à la section D de la DDPN.
- Q7. Devrons-nous nous rendre sur place pour des réunions?
- Réponse : Les réunions en personne ne sont pas obligatoires, ni dans le cadre de l'évaluation ni lors de la prestation des services.
- Q8. Pouvons-nous effectuer les tâches liées à la DDPN à l'extérieur du Canada, par exemple en Inde ou aux États-Unis?
- Réponse : Oui. La DDPN ne demande pas aux entrepreneurs d'avoir un bureau dans un lieu géographique en particulier.
- Q9. Pouvons-nous soumettre les propositions par courriel?
- Réponse : Veuillez vous reporter à l'article B.3, Instructions : soumission des propositions, déclarations d'intention et questions de la DDPN.
- Les soumissionnaires doivent présenter leur proposition complète à l'autorité contractante par courriel au plus tard à la date et à l'heure limites (la « date limite »), soit le 31 juillet 2018 à 14 h (HP).
- Q10. En ce qui concerne la veille des médias imprimés, DC exige-t-elle une veille de la couverture mondiale ou de la couverture des médias britanniques?
- Réponse : L'entrepreneur doit effectuer la veille de la couverture au Royaume-Uni seulement.
- Q11. DC pourrait-elle donner un exemple d'un récent rapport mensuel pour nous aider à saisir quels ICR ces rapports doivent comprendre?
- Réponse : Les ICR se trouvent à l'annexe 6 de la DDPN, Lignes directrices sur la communication des données de mesure. Pour le moment, DC ne fournira aucun exemple de rapport.
- Q12. DC peut-elle envisager de conclure un contrat avec un fournisseur qui n'est pas partenaire officiel de Twitter (Gnip)?
- Réponse : Un partenariat officiel avec Twitter ne fait pas partie des critères impératifs.
- Q13. DC souhaite-t-elle comprendre comment le contenu des médias rédactionnels est diffusé dans les médias sociaux?
- Réponse : La DDPN ne demande pas aux entrepreneurs de faire comprendre à DC comment le contenu des médias rédactionnels est diffusé dans les médias sociaux. Les soumissionnaires peuvent cependant le faire s'ils estiment que DC profiterait de ces renseignements.

- Q14. La DDPN exige ce qui suit : « En cas d'urgence ou de crise signalée par DC, [l'entrepreneur doit assurer la] prestation de services de veille médias jour et nuit (24 heures par jour, 7 jours sur 7), jusqu'à ce que ce ne soit plus nécessaire ». Veuillez préciser si des alertes de couverture médiatique automatisées seraient suffisantes pour répondre à cette exigence, au lieu d'une disponibilité permanente du personnel du fournisseur.

Réponse : Des alertes de couverture médiatique automatisées seraient suffisantes, à condition que DC ait accès rapidement à une ligne téléphonique d'urgence ou à une personne-ressource afin de mettre en place les alertes et la veille automatisées ayant trait à la situation d'urgence.

- Q15. Aux termes de la DDPN, l'entrepreneur doit soumettre à DC « un (1) rapport mensuel de veille médias et de mesure soumis dans les deux (2) jours ouvrables suivant la fin du mois ». Le délai requis pour produire un rapport mensuel qui répertorie tout le contenu pertinent et l'analyse en profondeur est d'au moins 5 jours ouvrables. Veuillez préciser s'il est possible de respecter vos exigences en fixant la date d'interruption de la veille mensuelle à quelques jours avant la fin du mois.

Réponse : DC exige un rapport de veille médias et de mesure qui couvre tout le mois. Pour cette raison, il est inacceptable de fixer une date d'interruption de la veille mensuelle avant la fin du mois. En revanche, DC modifiera l'échéance de remise des rapports pour la fixer à cinq (5) jours ouvrables suivant la fin du mois. Voir la modification apportée à la DDPN ci-dessous.

- Q16. Pourriez-vous nous donner une idée du budget alloué aux services demandés?

Réponse : DC n'est pas en mesure de révéler le budget alloué à ce service pour le moment.

- Q17. Pourriez-vous nous indiquer où sera située la principale personne-ressource chargée de gérer ce service pour DC?

Réponse : La principale personne-ressource chargée de gérer ce service pour DC travaille à Londres, en Angleterre.

- Q18. Veuillez noter que pour recevoir du contenu issu de la presse et des médias électroniques britanniques, le bénéficiaire des services de veille médias (DC) doit obligatoirement détenir une licence de droit d'auteur délivrée (moyennant des frais) par la Newspaper Licensing Agency (NLA). La NLA n'autorise pas les entreprises de veille médias à se procurer elles-mêmes cette licence (y compris au nom de leurs clients), mais exige plutôt que tous les clients de veille médias l'obtiennent directement. DC devra donc traiter avec la NLA pour se procurer cette licence, bien que nous puissions l'aider dans une certaine mesure. Veuillez confirmer que vous êtes au courant de cette situation et avez la capacité de vous procurer la licence requise.

Réponse : DC est au courant de cette situation et possède actuellement une licence de la NLA.

- Q19. Combien de lecteurs finaux recevront le contenu découlant de la veille médias? Veuillez tenir compte du fait que la NLA exige des frais « par publication » et « par lecteur final » pour les licences de droit d'auteur.

Réponse : Le nombre de lecteurs dépend du sujet de la couverture, mais pourrait atteindre un maximum de 30 personnes.

Veillez prendre note de la modification suivante apportée aux exigences de la DDPN indiquée ci-dessus.

L'article C.4, Échéancier des rapports, est modifié comme suit :

C.4 Échéancier des rapports

L'entrepreneur doit se charger de soumettre à DC les rapports qu'elle exige, dont le nombre peut aller jusqu'à ce qui suit :

- dix (10) rapports de veille médias et de mesure par année sur des activités relatives à une campagne ou à un projet particulier (les échéanciers seront fixés par DC);
- un (1) rapport quotidien de veille médias soumis au plus tard à 8 h 30 (UTC);
- un (1) rapport mensuel de veille médias et de mesure soumis dans les cinq (5) jours ouvrables suivant la fin du mois;
- un (1) rapport annuel de veille médias et de mesure soumis au plus tard un (1) mois après la fin de l'année civile.